Le mois

Le cas Jean-Marc II : *Belgium is the Good Place*

Vicki Strapoci

« – Jean-Marc Nollet, vous arrivez à respecter cette bulle ?

– Non. Non. Pour être précis, au début, oui, je respectais la bulle, mais depuis quelques semaines, je m'autorise à accueillir deux personnes, un couple [...] On fait le maximum et je pense que c'est le cas de la plupart des Belges. Mais se dire qu'on maintient une règle qui n'a aujourd'hui pas de sens... »

Les propos tenus par Jean-Marc Nollet ce 24 février sur les ondes de la RTBF ont suscité leur lot de commentaires. Certains les ont estimés irresponsables tandis que d'autres leur ont trouvé le mérite de l'honnêteté. Nous pensons que les critiques des premiers manquent en partie leur cible parce que les compliments des autres manquent la leur également : de quelle hypocrisie parler au juste ?

L'hypocrisie n'est pas forcément un vice en politique. Chacun des faits et gestes politiques de Donald Trump suffit à s'en convaincre : la franchise brute est souvent toxique pour la vie publique. C'est Camus qui disait qu'un homme doit s'empêcher. Le discours politique doit s'empêcher également si l'on veut que la politique soit autre chose qu'une superposition de ressentiments satisfaits, d'intérêts avoués, de cynismes étalés. L'hypocrisie est un vice privé qui peut devenir une vertu publique. Motivé par la nécessité de convaincre ou le désir de plaire, l'hypocrite est doublement comptable de son hypocrisie : celle-ci le pousse à faire des promesses d'une part, et à montrer qu'il veut les tenir, d'autre part.

La sincérité de Jean-Marc Nollet importe-t-elle ?

Qu'on les trouve irresponsables ou salutaires, les propos tenus par Jean-Marc Nollet le 24 février sur les ondes de la RTBF sont intéressants en ce sens, à l'insu de l'auteur peut-être, mais à double titre en tout cas.

De même que le secret doit rester secret pour produire ses effets, l'hypocrisie requiert à priori de rester implicite afin d'atteindre les fins qu'elle poursuit habituellement : ne pas offenser le sens commun. Tout le monde doit en venir à croire que chacun croit ce qu'il fait semblant de croire. Dès lors, si l'on reproche souvent aux représentants politiques de porter un masque, et donc de mentir sur ce qu'ils sont, le problème est peut-être ailleurs : dans le risque que les représentants oublient qu'ils sont masqués ou feignent qu'ils ne le sont pas[1].

En précisant dès le soir de son intervention que sa réponse était préparée, Jean-Marc Nollet rappelle au contraire les règles du jeu politique : un représentant (se) représente. Sa fonction consiste à porter une parole. Cette parole est elle-même la représentation d'une signification politique. Personne ne prouvera donc jamais l'authenticité du propos ou la sincérité de l'auteur, même lorsque la réponse de Jean-Marc Nollet se fait hésitante le temps d'un battement ; même si ce qu'il dit est exact, puisque la sincérité et la véracité sont deux choses différentes ; même quand il admet que les mots prononcés sont préparés, puisque cet aveu est lui-même une manière de (re)présenter les choses.

Ce n'est pas parce que Jean-Marc Nollet dit tout haut ce que tout le monde ferait portes closes qu'il rom-

1 | Arendt H., *Essais sur la révolution*, Paris, Gallimard, 1985, p. 141 ; et en guise d'excellent commentaire, Allard J., « Le personnage en politique. Secret et apparence chez Hannah Arendt », dans *Annales de l'Institut de philosophie*, Paris, Vrin, 2011.

prait avec l'hypocrisie ambiante : il va de soi que les responsables ne respectent pas tous l'entièreté des règles, comme il va de soi que tous les citoyens ne le font pas davantage[2]. C'est parce qu'il fait le choix de mettre en scène sa mise en scène. On pourrait bien entendu considérer que Jean-Marc Nollet ne fait toujours que *jouer la carte de l'honnêteté* lorsqu'il reconnait non seulement avoir enfreint la règle de la bulle sociale mais avoir prémédité son intervention publique : la parole politique est parfois plus mensongère quand elle prétend tout montrer, même les intentions stratégiques qui y président. C'est tout à fait possible : le degré de sincérité du président d'Écolo est indéterminable. C'est, au juste, sans importance. Ce jeu-là est lui-même explicite dès lors que le coprésident d'Écolo assume le caractère spéculaire de ses propos.

Belgium is the Good Place

Le registre d'expression utilisé par Jean-Marc Nollet se distingue en ce sens de celui tenu par le gouvernement. L'intérêt des propos de Nollet ne réside pas dans l'examen de sa sincérité, mais dans le fait qu'il contribue à souligner une hypocrisie d'un tout autre ordre, qui a trait à la nature même des mesures sanitaires évoquées lors de l'entretien.

Dans un système juridique, certaines règles et interdictions sont respectées par le plus grand nombre, de sorte que leur transgression apparait anormale à l'immense majorité : songeons notamment à l'interdiction de tuer. À l'inverse, d'autres règles sont fréquemment transgressées bien qu'elles puissent être respectées sans effort particulier : songeons aux limitations de vitesse sur l'autoroute. Enfin, certaines règles sont édictées de telle sorte qu'il n'est pas aisé de les respecter dans la vie de tous les jours, ou que leur respect est difficilement contrôlé par l'autorité publique. Comme le relève Christophe Mincke dans un texte auquel celui-ci fait écho : « le droit n'est pas affaire de "tout ou rien" : il est à la fois impossible de respecter totalement le droit et de lui échapper entièrement[3] ». La mise en place d'une bulle sociale d'une seule personne constitue une règle claire et dont le respect ne suscite en principe aucune difficulté particulière : les embrassades sont réservées à une seule personne, le livreur garde ses distances de sécurité et les proches se rencontrent en balade ou sur le pas de la porte. Mais, dans les faits, comment choisir entre son père, sa mère, sa sœur, ses enfants, son ami ? Peut-on se contenter de voir ses proches par grappes de quatre, une fois toutes les deux semaines dans un parc, au cœur de l'hiver ? Pour évoquer une autre mesure, l'imposition d'un couvrefeu à minuit, en Flandre ou en Wallonie, est une mesure à la fois lisible et praticable. Mais à quel prix en contrôler la mise en œuvre ? Et qui peut aisément déterminer, en voyant les voitures sur la route sur le coup de 23 h 30, si leurs conducteurs reviennent du travail ou d'un apéro entre amis ?

La mise en place d'une contrainte ne passe pas nécessairement par l'adoption de règles juridiques créant des obligations. Elle découle avant tout des comportements que nous nous imposons les uns les autres en société, par la loi ou sans elle. En retour, le droit n'est pas seulement un canal de transmission d'une norme déjà définie et déjà effective, il est aussi un moyen de communication qui a une dimension performative. Le droit nourrit nos imaginaires sociaux et nos modèles d'action, qu'il s'agisse du vocabulaire utilisé (par exemple « le bon père de famille »), des concepts mobilisés (comme le sujet de droit), des valeurs morales promues (par

2 | Mincke Chr., « Le cas de Jean-Marc. Règles sanitaires : jusqu'où respecter le droit ? », *La Revue nouvelle*, mars 2021, https://cutt.ly/IbBtyEE.

3 | *Ibidem*.

exemple l'organisation de l'institution du mariage), des comportements que les dispositifs juridiques contribuent à normaliser ou à marginaliser (comme fumer ou ne pas fumer dans l'espace public). Comme les tenants du pragmatisme juridique aiment à le rappeler, les règles juridiques n'ont pas seulement pour objectif d'empêcher ou de permettre mais de donner des raisons pour agir[4].

Michel Foucault tendait à opposer conceptuellement la gouvernementalité des politiques à la souveraineté de la Loi. Lecteur attentif des théories de la gouvernance un temps associées à la Troisième Voie sociale-démocrate dont il fut un des inspirateurs, Frank Vandenbroucke pense, quant à lui, que le droit est lui-même un instrument de gouvernementalité. À cet égard, la plus efficace des prescriptions ne consiste pas forcément à imposer une norme à travers une injonction morale (« Prenez soin de vous et des autres »), mais à faire passer une injonction morale à travers une norme juridique (« La bulle sociale est une mesure obligatoire »). Il estime par ailleurs, — ce fut le sujet de sa thèse de doctorat[5] — qu'il est légitime d'orienter de l'intérieur les comportements des acteurs si une telle orientation contribue à promouvoir une société plus juste.

« For a society to be really just, the ethos of individual conduct has to serve justice[6]. » À ces fins, il convient de prendre au pied de la lettre les injonctions répétées du gouvernement fédéral : la lutte contre le virus repose sur la responsabilisation des citoyens. Il n'est pas certain que des règles sanitaires telles que la bulle sociale aient été élaborées avec l'espoir sérieux qu'elles seraient respectées par tous. Par contre, elles servent à instaurer un sentiment d'urgence civique. Ce sentiment d'urgence civique contribue à façonner les sentiments moraux des citoyens. Le façonnement de ces sentiments moraux est censé rendre les citoyens redevables de leurs actes, vis-à-vis des autres comme vis-à-vis d'eux-mêmes. À défaut d'être appliquée par tous, la norme servira du moins de *benchmark* pour un large ensemble de la population.

Concernant les règles sanitaires telles que la bulle sociale, le citoyen n'est pas responsabilisé parce qu'il est considéré comme responsable mais, au contraire, parce que sa responsabilité est d'emblée mise en cause. Ce n'est pas parce que le respect de la « bulle sociale » apparait réalisable que nous nous sentons poussés à la respecter, mais au contraire parce qu'elle apparait inapplicable. Nous sommes nombreux à penser que la mesure est absurde, ou en tout cas que sa mise en œuvre systématique est peu réaliste. Nous sommes pourtant amenés à faire comme si elle était raisonnable, le sentiment d'inaccomplissement attaché à l'impossibilité de respecter la règle opérant comme un ersatz de devoir moral.

La Belgique de la deuxième — et aujourd'hui troisième — vague ressemblerait un peu à l'univers enchanté et carcéral de la série *The Good Place* (2016-2020). À sa mort, Eleanor Shellstrop se retrouve au Bon Endroit *(The Good Place)*, là où seules les personnes exceptionnelles aux âmes pures arrivent, les autres étant envoyées au Mauvais Endroit. Accueilli par l'architecte et ange gardien du lieu, Michael, chaque nouvel arrivant est logé dans une maison idéale, aménagée selon ses goûts, puis fait connaissance avec son âme sœur. Or voilà que survient une double complication. D'une part, Eleanor n'est pas vraiment une bonne personne et pense qu'elle a été envoyée au Bon Endroit par erreur. D'autre part,

4 | Van Hoeke M., *Law as Communication*, p. 118 et s., Hart Publishing, Oxford, 2002.
5 | Vandenbroucke Fr., *Social Justice and Individual Ethics in an Open Society*, Springer, 2001.
6 | *Ibid.*

le bon Endroit est en fait une filiale du mauvais Endroit. Aucun des humains l'habitant n'est en fait une âme pure. De mauvais démons les y torturent en leur faisant croire que la seule manière de rester dans les lieux est de feindre la pureté d'âme. Et la torture est d'autant plus perverse que chacun des humains présents ignore — puis est sommé d'ignorer — que ses camarades sont dans la même situation. Rien de plus infernal que d'être contraint de suivre des règles morales auxquelles on ne croit pas tout en devant feindre de les chérir, et de faire comme si leur mise en œuvre était naturelle alors qu'elle est impossible. De la même manière, les mesures sanitaires enferment les citoyens dans une double contrainte. Il faut y obéir, d'autant plus qu'il est presque impossible de s'y soumettre. Les citoyens n'ont dès lors pas d'autre choix que de faire semblant. Le dispositif trouve alors son achèvement lorsque le citoyen en vient *à sincèrement faire comme si* la règle pouvait être respectée : comme l'écrivait Arendt, l'hypocrisie ne devient complète que lorsqu'on oublie le masque qu'on porte.

Hypocrisie collective et civisme

Des arguments sanitaires réels justifient la mise en place de la bulle sociale. Toutefois, de bonnes raisons suscitent l'adhésion, mais pas forcément l'obéissance. Si la bulle sociale est apparue comme un élément clé de la stratégie de lutte contre la Covid aux yeux des responsables politiques, c'est peut-être parce qu'une dose d'hypocrisie collective leur est apparue comme le meilleur succédané au civisme : si l'hypocrite pense à lui, l'hypocrisie ne rend pas obligatoirement égoïste puisqu'elle donne forcément la primauté au regard des autres. C'est peut-être aussi parce que les responsables politiques ne croient pas au civisme des Belges et qu'ils agissent dès lors en conséquence : comme Michael dans *The Good Place*, mi-démon punisseur, mi-ange bon berger, façonnant notre mauvaise conscience dans un purgatoire apparemment sans fin.

Cette torture-là était-elle justifiée ? Imposer de telles règles aux citoyens ne contribuera probablement pas à rétablir la confiance entre ceux-ci et leurs représentants, d'autant moins que l'attitude de nombre de responsables politiques vis-à-vis des règles sanitaires est elle-même ambivalente, et que les responsabilités politiques assumées durant la crise n'ont pas toujours été à l'aune de la responsabilité individuelle qui pèse sur les citoyens.

L'épisode doit nous interroger sur les raisons pour lesquelles le dispositif s'est imposé. De quoi la bulle sociale a-t-elle été jugée le succédané nécessaire ? Le civisme est le liant qui permet aux membres d'une communauté politique de se dire les choses en face sans crainte pour le devenir de cette communauté ou pour le respect mutuel de ses membres. La démocratie repose sur un équilibre délicat entre la confiance que les citoyens s'accordent et les divergences qu'ils se reconnaissent, entre la construction consensuelle d'une communauté et des délibérations politiques inévitablement désaccordées. Ces deux dimensions ne font pas bon ménage en Belgique, où chaque désaccord assumé semble à même de plonger notre système politique dans la crise.

Interrogé le 5 mars 2021 sur le maintien de la bulle d'une personne en intérieur, le ministre Président wallon Elio Di Rupo déclarait : « Nous sommes incapables d'hypocrisie. »

C'est ce qui ressemble à une antiphrase.